Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : Maziba-Luntukulu-Mulabula

Contexte

Description de la crise

L'axe Maziba-Luntukulu-Mulamba est situé dans les zones de santé (ZS) de Kaniola, en territoires de Walungu, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Du mois de juin au juillet 2023 l'arrivée des nouveaux déplacés dans la localité de Luntukulu dans la ZS de Kaniola a été signalée. Selon le comité humanitaire de base, plus de 470 ménages d'environ 2 820 personnes qui seraient arrivés en date du 22 juillet en provenance du village voisin de NYANDELAMA en territoire de SHABUNDA dans la ZS de MULUNGU, et des villages MUPOKE, BIRIZA, NGOMA1, NINDJA dans le territoire de KABARE fuyant affrontements entre les groupes armés RAIYA MUTOMBOKI et d'autres des tracasseries des groupes armés de Mr KAFUMA et Mr MOBANGU. Le bilan fait état des blessés parmi les civils y compris le chef du village de Myandelema qui suivent les soins au Centre de Santé (CS) de Luntukulu. Ces personnes déplacées sont accueillies en familles d'accueil et s'ajoutent à ces anciennes vagues qui ont été accueillies dans cette localité de Luntukulu au mois juillet 2023 (ces anciens sont au nombre de 9500 IDPs) cfr Ehtools 4816. Les anciens déplacés avaient été assistés partiellement en AME par CARITAS, mais les besoins pour ces vulnérables sont multisectoriels.

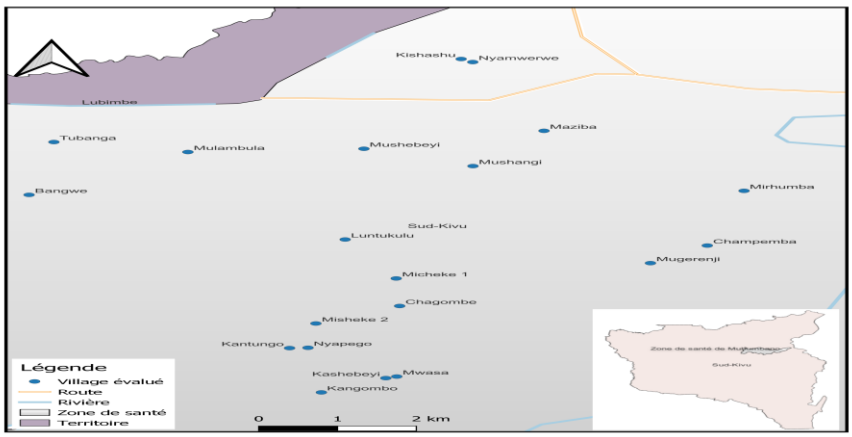
Ehtools 4855: Cette alerte a été validée par OCHA sous le code Ehtools 4855 en date du 27 juillet 2023. Après une mission d'évaluation sur l'axe il ressort une estimation de la présence de 2202 ménages déplacés en besoin d'assistance et de 2920 familles hôtes sur cet axe évalué.

C'est dans ce contexte qu'Acted avec son projet intitulé « Strategic assistance of Emergency réponse en RDC (SAFER IX) » a décidé de lancer une évaluation rapide des besoins multisectoriels (ERM) du 07 au 16 Aout 2023 sur l'axe Maziba-Luntukulu-Mulambula. Le but était de procéder à l'identification des gaps dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels (AME), en abris, en eau, hygiène et assainissement (EHA), en éducation, en santé et sur les moyens de subsistance de populations déplacées et autochtones se trouvant dans cette zone affectée par les conflits. Cette évaluation a permis également d'obtenir les premières informations concernant l'accessibilité, la sécurité et la situation en matière de protection de la zone.

Cet axe est accessible par véhicule 4x4 et par moto pour atteindre certains villages non accessibles par véhicule. Les villages Maziba, Kashanyi, Nyampego, Luntukulu sont accessibles par véhicule. Les villages Mushebeyii et Mulambula sont accessibles par moto. La situation sécuritaire de l'axe est relativement calme. La zone est contrôlée par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Police Nationale Congolaise (PNC).

L'axe est couvert partiellement par les réseaux Vodacom en général et Airtel, orange dans les sous villages Kangombo et Kashebeyi. La situation sécuritaire est relativement calme sur l'axe et il y a la présence des Forces Armées de la République Démocratique du Congo et de la Police Nationale Congolaise. La zone est couverte partiellement par les réseaux Vodacom, Airtel et Orange. D'autres informations supplémentaires seront complétées au retour de la mission.

CARTE ERM MAZIBA-LUNTUKULU-MULAMBULA



Source des résultats : [1]	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	4855	4855	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/07/2023	25/07/2023	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	5122	5122	
Taille moyenne ménages	8,4	-	

	Source : équipe d'évaluation
Accès physique	Moto
Accès sécuritaire	
Présence de la MONUSCO	Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Violences conjugale, séparation des familles, pillage ou vol ou cambriolage,
Couverture tél.	Vodacom, Airtel et Orange (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC**: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Pendant les entretiens en groupes de discussion, les participants ont cité certaines des conséquences de la crise, notamment les difficultés d'accès à la nourriture. L'accès aux articles ménagers essentiels est difficile (les déplacés partagent les articles ménagers essentiels disponibles avec les communautés hôtes), car la plupart de leurs biens essentiels ont été perdus, pillés et abandonnés lors des affrontements, tout comme les cas de violences conjugales. Il a également été déploré un accès difficile aux soins de santé en raison du manque de médicaments et d'équipements. Les soins sont coûteux et les déplacés manquent de ressources financières pour y avoir accès, ainsi que pour faire face aux problèmes d'accès physique pour tous (y compris en raison de distances trop élevées) et aux problèmes d'accessibilité pour les personnes handicapées.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	3%	2%
18-64 ans	13%	13%
6-17 ans	19%	20%
7 mois-5 ans	10%	12%
0-6 mois	3%	5%
Total	48%	52%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) [2]

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	98%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	2%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			2202		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	2%	-	98%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	58%	-	39%	-	3%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	6%	20%	-	75%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	71%	-	23%	-	7%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	63%	-	37%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	51%	48%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris		36%			
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	9%	64%	26%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	15%	3%	66%	10%	6%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	22%	-	25%	-	53%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	1%	28%	59%	11%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans			60%		
	Epidémies: cas confirmés (par des professionels de santé)			Paludisme		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	66%	-	-	-	34%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	91%	-	-	-	9%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	63%	-	37%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours					98%

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Au moment de l'enquête sur terrain, la situation sécuritaire était toujours tendue dans les villages de provenance car les violences demeurent et l'activisme de groupes armés s'est intensifiée dans la zone de provenance ce qui écarte l'option de retour des ménages déplacés dans leurs villages d'origine. Par ailleurs, les déplacements pourront continuer dans la zone d'accueil à la suite des opérations militaires en cours de préparation par les forces armées de la république démocratique du Congo. L'entente entre la communauté hôte et déplacée reste fragile avec la population hôte qui a affirmé pouvoir aider les déplacés pour un temps nécessaire.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) [2]

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	92%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	22%
Vouchers / foires	10%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	61%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	1%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) [2]

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	50
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	3
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	2
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	37
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	13
Santé	4
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	41
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM réduit produite par REACH pour la communauté humanitaire en république démocratique du Congo. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de 110 ménages déterminés sur une population estimée à 5122 ménages, réparti dans 20 localités évaluer. 95 ménages plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune de 20 villages a été effective. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés) ainsi que des EM dans les villages échantillonnés le long de l'axe enquêté. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Au cours de cette enquête 20 entretiens ont été réalisées dans les 20 villages (Nyamwerwe, Kishashu, Maziba, Mushangi, Mushebeyi, Luntukulu, Misheke1, Chagombe, Mwasa, Kashebeyi,Kangombo,Kantungu,Nyampego,Misheke2,Mulambula,Mirumba,Champemba,Mugerenji,Bangwe et Tubango) avec Informateurs Clés institutions étatiques, centres de santé, leaders communautaires, représentants des déplacés.

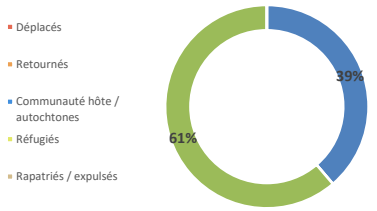
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
Obs. libres	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	09/08/2023	09/08/2023	09/08/2023
Date de fin de l'enquête	14/08/2023	14/08/2023	15/08/2023
Organisation	Acted	Acted	Acted
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	Non

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Luntukulu	878	20	1	2
Mushangi	263	8	1	2
Maziba	511	11	1	2
Kishashu	269	6	1	2
Nyamwerwe	168	3	1	2
Kangombo	153	3	1	2
Mwasa	135	3	1	2
Mirhumba	373	8	1	2
Kashebeyi	168	4	1	2
Tubanga	65	1	1	2
Bangwe	179	4	1	2
Mushebeyi	168	3	1	2
Micheke 1	87	2	1	2
Chagombe	102	2	1	2
Nyapego	101	2	1	2
Kantungo	212	4	1	2
Misheke 2	99	2	1	2
Mugerenji	277	6	1	2
Mulambula	583	11	1	2
Champemba	381	8	1	2
Total	-	**5172**	**111**	**20**	**0**

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	39%	43%	42%
Retournés	0%	0%	0%
Communauté hôte / autochtones	61%	57%	58%
Réfugiés	0%	0%	0%
Rapatriés / expulsés	0%	0%	0%
Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	1985	2202	2151
Retournés	0	0	
Communauté hôte / autochtones	3137	2920	2971
Réfugiés	0		
Rapatriés / expulsés	0		
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	5122	5122	5122
Taille moyenne des ménages (EM)	8,4	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	39%	-	
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	36%	-	
Estimation du nombre de familles d'accueil	40	-	
Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)			
Avant la crise		24528	
Après la crise		43025	
Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)			
Avant la crise		620	
Après la crise		2202	

Analyse des mouvements de population

À la suite de ces mouvements de population, l'évaluation a fait état de 5122 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 43025 personnes (sur base d'une moyenne de 8.4 personnes par ménage rapportée pendant les enquêtés ménages). Parmi ces ménages et selon les enquêtes ménages effectuées, 1985 seraient déplacés (39% des ménages). Ce dernier chiffre est calculé en appliquant le pourcentage de déplacés enquêtés au nombre de ménages dans la zone. Un comptage des ménages a eu lieu dans chacun des villages. Pour les villages plus petits, les ménages ont pu être comptés, pour les villages trop grands, le nombre de ménages a été estimé à l'aide des informations partagées par les informateurs clés. Avec cette dernière méthode on dénombre 2202 ménages déplacés. Si on ne tient compte que des estimations des informateurs clés et comptage, on estime le nombre de ménages déplacés à 2202 ménages. Nous considérons ici les données présentent dans le tableau démographique (données croisées entre le comptage, les observations les informateurs clés et groupes de discussion). Nous choisissons donc de retenir une démographie globale de 5122 ménages qui semble plus cohérente par suite du croisement des données et 2202 ménages déplacés.

Depuis le premier semestre de cette année 2023, les territoires de Walungu dans la zone de santé de Kaniola et Miubumbano sont confrontés à des conflits armés dans plusieurs groupements. On observe des affrontements entre les Maï Maï et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) d'une part et entre eux groupes armés d'autres part. Ces derniers affrontements ont été accompagnés par des violences physique, violences conjugales, mutilations, coups et blessures pillages, travail forcé et mariages précoces. Ils ont entrainé aussi un déplacement vers les villages situés dans la zone de santé de Kaniola. Signalons que les déplacés ne sont pas encore retournés dans leur zone de provenance car la situation reste toujours préoccupante avec la présence de groupes armés dans la zone de provenance.

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement *(cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)*

Déplacés	2202
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	2920
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	5122

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
Garçons de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	1	50%	8	17%	9	22%
>125 mm	1	50%	3	83%	4	257%
MAG	**1**	**50%**	**8**	**17%**	**9**	**22%**
Filles de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%
<115 mm	2	67%	0	0%	2	11%
115-125 mm	0	0%	12	28%	12	23%
>125 mm	1	33%	3	72%	4	65%
MAG	**2**	**67%**	**12**	**28%**	**14**	**35%**
Enfants de moins de 5 ans	n	%	n	%	n	%
<115 mm	2	40%	0	0%	2	7%
115-125 mm	1	20%	20	23%	21	23%
>125 mm	2	40%	6	23%	8	71%
MAG	**3**	**60%**	**20**	**23%**	**23**	**29%**

Femmes enceintes et allaitantes	n	%
<185 mm	0	0%
185-230 mm	7	37%
>230 mm	11	63%
MAG	**7**	**37%**

IC

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
Garçons de moins de 5 ans	n	n	n
<115 mm	2	1	2
115-125 mm	0	0	0
MAG	**2**	**1**	**2**
Filles de moins de 5 ans	n	n	n
<115 mm	1	1	1
115-125 mm	3	3	3
MAG	**4**	**4**	**4**
Enfants de moins de 5 ans	n	n	n
<115 mm	3	2	3
115-125 mm	3	3	3
MAG	**6**	**5**	**6**

Femmes enceintes et allaitantes	n
<185 mm	12
185-230 mm	29
MAG	**40**

Analyse Nutrition

Dans la zone, des cas de malnutrition aiguë sévère et modérée ont été observés lors des enquêtes menées lors du dépistage des enfants, des femmes enceintes et des femmes allaitantes. Les principales personnes touchées sont les garçons et les filles de moins de 5 ans. Les filles sont les plus touchées, avec un taux de 11% de malnutrition aiguë et 23% de malnutrition modérée, tandis que 0% des garçons souffrent de malnutrition sévère et 22% de malnutrition modérée. Cette tendance se reflète également chez les femmes enceintes et allaitantes, avec 29% en état de malnutrition aiguë et 71% en état de malnutrition modérée.

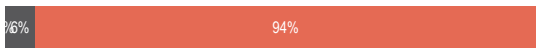
Le risque de basculer vers un état de malnutrition sévère est particulièrement élevé pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà en situation de malnutrition modérée, si des mesures appropriées ne sont pas prises dans ce domaine. Selon les participants aux groupes de discussion, plusieurs facteurs contribuent à cette situation. L'insuffisance alimentaire est critique, les possibilités pour faire face à l'accès limité à la nourriture sont restreintes, et la situation de famine est à son paroxysme, touchant l'ensemble de la localité et entraînant de nombreux décès.

Il est important de noter que les ménages qui accueillent des déplacés ne peuvent pas se déplacer pour atteindre leurs champs éloignés en raison de l'insécurité liée à la présence de groupes

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) [2]			
Travail journalier	49%	31	
Agriculture de subsistance	39%	29	
Agriculture de rente	2%	4	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	1	
Élevage	2%	0	
Exploitation minière artisanale	2%	15	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	4	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	67%	-	
Non	33%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)		Aucun(e)	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	85%	-	
Non	15%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	51%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	4%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)		Non	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	46%	23	
Non	54%	8	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	31	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) [2]			
Production personnelle	50%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	19%	-	
Marché	11%	-	
Travail pour de la nourriture	57%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	32%	-	
Vente de braises/charbon, etc	19%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	5%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	10%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	9%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	98%	-	5
1-2 semaines	2%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) [3]			
Acceptable (≤28)	3%	-	1
Limite (>28)	39%	-	3
Pauvre (>42)	58%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) [4]			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	6%	-	3
Crise / urgence (≥19)	94%	-	5



Analyse Sécurité alimentaire

Avec la situation de crise qui s'est installée dans la zone en raison d'une insécurité croissante, empêchant la population d'accéder à leurs champs, ces terres sont devenues improductives en raison de plusieurs facteurs, selon les participants aux groupes de discussion. Ces facteurs comprennent l'abandon des champs, l'appauvrissement du sol, l'utilisation de semences de mauvaise qualité en raison de leur réutilisation pendant plusieurs années, ainsi que l'impact de diverses maladies sur les cultures. Tout cela justifie un grand besoin de soutien en matière de sécurité alimentaire.

Parmi les ménages, 58% ont un faible score de consommation alimentaire (SCA) (inférieur à 28) et 39% ont des scores limités. De plus, 94% des ménages ont recours régulièrement à des stratégies de survie préjudiciables pour subsister. Il est important de noter que 67% de la population enquêtée a accès à la terre et que 41% des ménages pratiquent l'agriculture de subsistance sur leurs terres, ce qui explique pourquoi cette situation a un impact significatif sur la sécurité alimentaire des ménages.

Selon les participants aux groupes de discussion, les champs dans la zone d'origine ont été abandonnés, laissant les cultures envahies par les herbes sans aucun entretien. Les réserves qui se trouvaient dans les maisons ont été pillées par les groupes armés, et celles qui n'ont pas été pillées se détériorent dans les maisons car il est impossible pour les habitants de se rendre sur les terres en raison de la crainte d'attaques par les groupes armés. Cette situation accentue l'insécurité alimentaire dans la région. Ces événements ont des conséquences graves sur ces populations, dont les moyens de subsistance dépendent principalement de la culture de leurs terres. Il est à noter que, dans les 7 derniers jours précédant l'évaluation, 85% des ménages ont fréquenté les marchés. Actuellement, 98% des ménages ne disposent pas d'un stock alimentaire.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC[2])			
Maison (construction durable)	1%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	81%	26	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	18%	28	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc…)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Beaucoup (plus de la moitié des ménages)	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	59%	-	
En famille d'accueil	40%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Aucun(e)	
Promiscuité dans les abris (EM)			**Sévérité**
Oui	36%	-	2
Non	64%	-	
Ne sait pas	0%	-	

Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) [5]		
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	50%	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	3
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	30%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	9%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	9%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

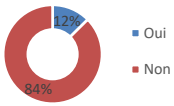
Analyse Abris

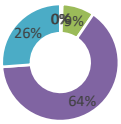
Le type d'abri le plus couramment utilisé par les ménages est le logement en construction non durable et délabré (81%), suivi par les abris d'urgence (non durables, construits à partir de matériaux disponibles en urgence) (17%), tandis que seulement 1% indique vivre dans des logements durables. Ces résultats sont confirmés par les enquêtes ménages, puisqu'une grande majorité d'entre eux ont signalé que la plupart des ménages dans les localités évaluées résidaient dans des logements d'urgence, et qu'une minorité seulement vivait dans des logements durables.

En ce qui concerne la situation d'occupation, 59% ont déclaré être propriétaires de leur logement, tandis que 40% des ménages ont été accueillis par des familles d'accueil, et 1% sont locataires (habitent seuls sur une parcelle qu'ils louent). En ce qui concerne la situation d'occupation des abris, 48% habitent dans des maisons (constructions non durables et délabrées) en famille d'accueil, et 51% habitent dans des maisons (constructions non durables et délabrées) sur une parcelle ou dans un abri qui leur appartient. 36% des ménages vivent dans des conditions de promiscuité très sévères.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	12%	-	
Non	84%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	0%	-	2
2 – 2.9	9%	-	3
3 – 3.9	64%	-	4
4 – 5	26%	-	5





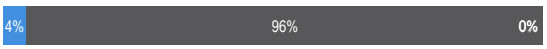
Analyse AME

Les résultats des enquêtes ménages indiquent qu'à peine 12% des femmes interrogées utilisent des kits d'hygiène menstruelle. Selon les participants aux groupes de discussion, la grande majorité des ménages déplacés ont signalé avoir perdu tout accès aux articles ménagers essentiels (AME) en raison de la crise. Les événements tels que les pillages et les destructions de biens ont entraîné 81% des ménages ayant un score AME supérieur à 3 (ce qui dépasse le seuil de vulnérabilité critique).
Recommandations : Face à cette situation qui touche particulièrement les déplacés, nous recommandons de fournir une assistance en articles ménagers essentiels (AME) aux ménages déplacés ainsi qu'aux autochtones vulnérables.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
			50
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	0	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	0	
Source naturelle non-aménagée	-	2	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	25	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	0	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) [6]			
Source améliorée	18%	-	1
Source non-améliorée	72%	-	3
Eau de surface	10%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	60%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	6%	-	
Pour l'hygiène personnelle	13%	-	
Pour cuisiner	6%	-	
Pour d'autres fins domestiques	5%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	61%	-	
De 31 minutes à 2 heures	39%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) [2]			
Pas de problème	7%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	37%	28	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	5%	4	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	1%	6	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	28%	16	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	2%	4	
L'eau est trop chère	14%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	89%	21	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	25%	2	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) [2]			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	100%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) [5]			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	15%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	2%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	57%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	9%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	10%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	6%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	22%	-	1
Oui, eau seulement	25%	-	3
Non	53%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	64%	-	
Non	36%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	4%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) [2]			
Présence de matières fécales	-	28	
Eau stagnante	-	1	
Déchets solides domestiques	-	23	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	7	
Rongeurs / rats	-	26	
Aucun	-	0	



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) [5, 7]			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	1%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	28%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	59%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	11%	-	5

Analyse EHA

La population résidant dans cette région est confrontée à un manque d'accès à l'eau potable. En effet, 82% de la communauté déclarent s'approvisionner à partir de sources d'eau non améliorées (à la fois pour la boisson et d'autres usages) ou à partir d'eaux de surface en raison du manque de points d'eau aménagés.

Pourtant, selon les résultats de l'enquête, la grande majorité des ménages (95%) déclarent avoir une quantité suffisante d'eau pour la boisson, la cuisine et d'autres usages domestiques. La plupart des ménages (61%) indiquent qu'ils mettent moins de 30 minutes pour aller à la principale source d'eau, récupérer de l'eau et retourner à leur domicile. Cependant, il y a encore 39% de ménages qui mentionnent mettre entre 30 minutes et 2 heures pour obtenir de l'eau. Toutes les femmes adultes et les filles de moins de 18 ans interrogées sont confrontées aux risques de sécurité lorsqu'elles se rendent à la source d'eau et l'utilisent.

En ce qui concerne les raisons du manque d'accès à l'eau, 89% des ménages mentionnent le manque de récipients pour stocker l'eau comme le principal problème. De plus, 37% des ménages évoquent la distance excessive des points d'eau, 28% mentionnent le nombre insuffisant de points d'eau et le temps d'attente aux points d'eau comme des obstacles, tandis que 25% signalent des problèmes de goût ou de qualité de l'eau (eau non potable). Enfin, 14% soulignent que l'eau est trop coûteuse et 5% considèrent que les points d'eau sont difficiles d'accès (surtout pour les personnes handicapées).

Les conditions d'hygiène suscitent également des inquiétudes dans la région. Seuls 23% des ménages disposent d'un système de lavage des mains avec de l'eau et du savon (la grande majorité n'utilisent que de l'eau). De plus, 88% des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées, tandis que 11% utilisent des installations sanitaires améliorées et 1% n'ont pas de latrines et pratiquent la défécation en plein air. Environ 64% des latrines sont utilisées par plus de 4 personnes. Seulement 4% des latrines sont séparées par sexe. Selon les participants aux groupes de discussion et les informations recueillies, il existe des problèmes d'assainissement dans les localités, notamment la présence de matières fécales, d'eau stagnante, de rongeurs/rats et de déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts et des déchets solides domestiques.

Parmi les conséquences de ces conditions difficiles en termes de disponibilité de sources d'eau améliorées et de problèmes d'assainissement, on observe un taux très élevé de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (60%).

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	53%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	21%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	26%	-
Autre	0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	64%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	20%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	16%	-
Autre	0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)		Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)		
Moins de 1 heure	38%	-
Entre 1 heure et 2 heures	39%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	23%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	1%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)		
A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	32
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) [2]			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	1	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	5	
Manque de médicaments	-	18	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	31	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	20	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	11	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	2	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	60%	-	3
Fièvre	64%	-	
Toux	55%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	55%	-	
Non	39%	-	
Ne sait pas	0%	-	

Questions spécifiques aux IC professionels de santé :	IC	
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)	**Cas suspects**	**Cas confirmés**
Paludisme	14	12
Infection Respiratoire Aigue	3	24
Diarrhées aigues	5	21
Typhoïde	0	2
Malnutrition aigue globale	2	2
Rougeole	0	0
Choléra	0	42
Fièvre jaune	0	52
Fièvre hémorragique	5	4
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantitité suffisante (IC, prof. de santé)	Non, manque modéré
Disponibilité d'équipements médicaux en quantitité suffisante (IC, prof. de santé)	Non, manque modéré
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)	Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes révèlent que 53% des femmes et 64% des hommes fréquentent principalement les structures sanitaires telles que les centres de santé, les cliniques et les hôpitaux pour obtenir des soins. Ils sont suivis de près par les guérisseurs traditionnels ou religieux (21% pour les femmes et 20% pour les hommes). Cependant, cela contraste avec les informations recueillies lors des entretiens communautaires (IC), où la quasi-totalité des participants ont indiqué que la principale source de soins pour les ménages était une structure de santé. Il est important de signaler que, en raison du manque de moyens pour payer les frais de soins de santé, 26% des hommes préfèrent rester à la maison ou se soigner eux-mêmes, contre 16% des femmes.

En ce qui concerne les conditions d'accouchement, les résultats concordent avec les récits des ménages, indiquant que les femmes se dirigent vers des structures de santé pour accoucher. 38% d'entre elles parviennent à atteindre les structures sanitaires en moins d'une heure, tandis que 62% prennent plus d'une heure.

Bien que les structures de santé soient accessibles, les ménages rencontrent des difficultés pour accéder aux soins en raison du manque de moyens financiers pour couvrir les frais, du manque de médicaments dans les centres de santé, ainsi que du déficit en personnel médical qualifié dans ces établissements. Par ailleurs, il est à noter que le nombre quotidien de patients nécessitant des soins a considérablement augmenté en raison du mouvement de déplacement, mais ces patients font face à une pénurie modérée de médicaments. Parmi les symptômes les plus fréquents chez les enfants de moins de 5 ans, on retrouve les fièvres, la toux et la diarrhée. En raison du manque de points d'eau dans la région, le taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans est particulièrement élevé, atteignant 60%. Les maladies les plus fréquemment signalées parmi les adultes sont le paludisme, les diarrhées, les infections respiratoires aiguës, la typhoïde et la malnutrition.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	34%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	9%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	3	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	8	-	
Nombre total de personnes agées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) [2]

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	12	7	18	18
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	2	0	0	2
Violences intercommunautaires	1	0	0	0
Violences sexuelles	0	8	0	8
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	1	9	0	16
Violences conjugales	7	23	0	6
Séparation des familles	0	8	0	6
Pillage / vol / cambriolage	4	0	6	0
Pillage du bétail	3	0	0	0
Arrestations arbitraires	10	0	1	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	2	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	9	0	7	0
Autre	2	2	7	3
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) [2]		
Violence physique ou harcélement	1%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	5%	-
Travail forcé	6%	-
Pas de cas dans le ménage	94%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres feminins des ménages (EM) [2]		
Violence physique ou harcélement	1%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	6%	-
Travail forcé	4%	-
Pas de cas dans le ménage	94%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC) Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) [2]			
Pas de cas dans la communauté	92%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	0%	-	
Agression sexuelle	6%	-	
Violence physique ou harcèlement	3%	-	
Mariage forcé	6%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	28	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	4	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) [2]			
Aucun problème	-	2	
Accaparement des terres	-	9	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	10	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	11	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	3	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	1	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	20	
Rareté des terres	-	1	
Remise en cause des transactions foncières	-	2	
Répartition inégale des terres	-	4	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	6	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	1	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

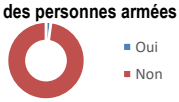
Selon les résultats des enquêtes ménages ainsi que les discussions en groupe, plusieurs incidents de protection ont été signalés, notamment : violences conjugales, séparation des familles, pillages, vols, cambriolages, arrestations arbitraires, mutilations, coups et blessures, mariages forcés et travail forcé. Selon les enquêtes, 34% des ménages ont accueilli au moins un enfant non accompagné, et 9% ont confirmé la présence d'une personne en situation de handicap (PSH). Ces informations ont été corroborées par les informateurs clés. Tous les ménages interrogés confirment que la population hôte est prête à aider les déplacés pour une durée nécessaire.

Selon les informations fournies par les informateurs clés de la région, des tensions sociales sont présentes, principalement liées à la propriété et à l'accès à la terre. Parmi les problèmes mentionnés, on compte les conflits de limites territoriales, les désaccords entre agriculteurs et éleveurs, l'augmentation du coût des loyers, l'accaparement des terres, l'exploitation illégale des ressources naturelles, la répartition inégale des terres et les conflits de succession.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	63%	-	1
Plus de 1 heure	37%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	18	
Espaces temporaires (p. ex. église, …)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	98%	-	
Filles (Primaire)	99%	-	
Garçons (Secondaire)	95%	-	
Filles (Secondaire)	98%	-	
Total	98%	-	5

Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	81%	-	
Ecole trop éloignée	4%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	15%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	6	4
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	15	21
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	4
Elles / Ils doivent travailler à la maison	8	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	0%
Avant la crise	-	0%

Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	0%
Avant la crise	-	0%

Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	0
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	0

Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5

Analyse Éducation

Toutes les écoles sont restées fonctionnelles sur l'axe évalué, certaines sont accessibles en moins d'une heure de marche pour la grande majorité (63%) et 37% à plus d'une heure. Cependant l'évaluation a été conduite pendant les vacances, toutes ces écoles sont fermées à part le service minimum pour faire les inscriptions de nouveaux élevés.

APP

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) [2]			
Pas d'aide reçue	98%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	2%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) [2]			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	50	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	3	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	2	
AME	-	37	
EHA	-	13	
Santé	-	4	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	41	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) [2]			
Cash physique (en espèces)	92%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	22%	-	
Vouchers / foires	10%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	61%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	1%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) [2]		
Pas de besoin d'information	2%	-
Où recevoir l'assistance	17%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	17%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	1%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	48%	-
Comment donner son feedback	0%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	1%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) [2]		
Appel téléphonique	13%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	79%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	21%	-
SMS	10%	-
Réseau social (facebook, whtasapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	50%	-
Au travers des leaders communautaires	57%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) [2]		
Appel téléphonique	58%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	3%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	83%	-
SMS	6%	-
Réseau social (facebook, whtasapp, etc.)	44%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	0%	-
Au travers des leaders communautaires	13%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	24%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire par les ménages, telles qu'identifiées lors de l'enquête, sont les paiements en espèces, suivis de l'assistance en nature (nourriture, articles ménagers essentiels, kits, infrastructures, etc.), les transferts d'argent électroniques (cash électronique ou mobile money) et les bons d'achat ou les foires. Les besoins prioritaires de la population comprennent la nourriture, les ressources financières sous forme d'argent liquide, les articles ménagers essentiels (casseroles, bidons, vêtements, etc.), les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA), la santé et les abris.

En ce qui concerne la manière de recevoir des informations sur l'aide humanitaire, la communauté interrogée propose plusieurs moyens, notamment les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), la communication par l'intermédiaire des leaders communautaires, l'utilisation de crieurs publics équipés de mégaphones, des entretiens en personne avec des

Conclusions générales et commentaires

À la lumière des données collectées lors de l'enquête rapide multisectorielle menée par les équipes d'Acted sur le terrain, trois besoins prioritaires se dégagent clairement, classés par ordre d'importance : la nourriture, les moyens financiers (cash) et les articles ménagers essentiels (AME) tels que casseroles, bidons et vêtements. D'autres besoins essentiels tels que l'eau, l'hygiène, la santé et les moyens de subsistance sont également identifiés comme cruciaux pour répondre aux défis complexes de cette crise humanitaire.

L'analyse souligne également l'importance des modalités d'assistance pour répondre aux besoins de la population. Les données révèlent que 92% des ménages privilégient les moyens financiers (cash) comme la première modalité souhaitée, 61% mentionnent aussi l'assistance en nature, telle que la distribution de nourriture, d'articles ménagers essentiels et d'autres ressources. Cette information est cruciale pour orienter efficacement les efforts d'assistance humanitaire et répondre aux préférences des bénéficiaires.

La pression démographique, avec près de 39% de la population représentée par les déplacés, accentue les contraintes sur les ressources locales. Dans ce contexte, la priorité d'une assistance alimentaire immédiate est soulignée, ainsi que la nécessité de mettre en place des mesures de relance agricole pour renforcer la sécurité alimentaire à long terme.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résulats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquement rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)